



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-1-1/2026-1-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Jeudi 1^{er} janvier 2026

2026 s'ouvre sans paix dans l'est du pays malgré les accords. Entre le gouvernement congolais et l'AFC-M23, l'année 2025 aura été rythmée par une succession d'engagements formels. Au total, cinq textes ont été signés. D'abord, un communiqué conjoint en avril, censé ouvrir une phase de désescalade dans l'est de la RDC. Ensuite, une déclaration de principes en juillet, qui a posé un cadre politique resté largement déclaratif. En septembre, un mécanisme de libération des prisonniers, à impact nul. En octobre, un mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu, sans réelle capacité de contrainte. Et puis, en novembre, un accord-cadre, présenté comme une avancée structurante, mais sans effets immédiats sur la dynamique du conflit. Dans ce contexte, le discours du mouvement est resté offensif. Ce 31 décembre, Corneille Nangaa, coordonnateur de l'AFC-M23, s'est dit fier de l'action de son mouvement et a affirmé que leur jeune administration s'installe dans les zones sous leur contrôle. Il a également déclaré que 2026 serait une année de lutte. Trois jours plus tôt, le chef militaire de l'AFC-M23, Sultani Makenga, affirmait de son côté que cette guerre serait remportée par son mouvement. Pendant ce temps, le processus de Doha piétine. On ne sait toujours pas quand reprendront les discussions sur le reste des protocoles de l'accord-cadre, qui étaient pourtant censés être bouclés depuis le 29 novembre 2025. Enfin, l'accord de paix signé en juin 2025 entre Kinshasa et Kigali tarde lui aussi à produire des effets concrets, malgré les menaces brandies par Washington. (RFI)

Félix Tshisekedi crée l'Ordre national du Léopard en RDC. Par cette Ordonnance présidentielle, Félix Tshisekedi promulgue la Loi n°25/058, du 23 décembre 2025, portant création de l'ordre national du Léopard, adoptée l'Assemblée nationale et le Sénat. L'Ordre national du Léopard, selon le document, est destiné à récompenser les services éminents rendus à la nation. Les grades seront conférés par ordonnance du Président de la République, après avis de la chancellerie des ordres nationaux, aux nationaux. A titre exceptionnel, ils peuvent être conférés aux étrangers. D'après le site de la chancellerie des ordres nationaux, cet ordre avait déjà existé dans le passé. Il avait été créé par l'Ordonnance-loi n°66-329 du 24 mai 1966, prise par le Président Mobutu Sese Seko, et décerné jusqu'en 1997. Cette année rappelle le renversement du régime Mobutu par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL).

Environ 3 000 mètres câbles de la Snel volés à Kavumu. La Snel précise que, parmi les câbles volés, figurent des conducteurs en cuivre de 50, 35, 25 et 16 millimètres carrés. Les villages ayant rapporté ces actes de vol sont : Bukanga, avec 1 500 mètres de câbles dérobés ; Kasheni, 900 mètres ; Cirheja, 400 mètres ; ainsi que 300 mètres volés derrière le tribunal de grande instance de Kavumu. La Snel indique que trois des présumés voleurs sont entre les mains des services de sécurité. Parmi eux, deux sont des receleurs et un est identifié comme voleur qualifié. Il y a environ un mois, un présumé voleur avait été électrocuté sur un poteau de moyenne tension dans la même zone. Son corps avait été retrouvé le matin, suspendu à une dizaine de mètres du sol.



La RDC dénonce la poursuite de l'occupation de son territoire par le Rwanda. Ces actions constituent une agression manifeste contre la souveraineté nationale, une violation grave et répétée du droit international, ainsi qu'un mépris des engagements régionaux et internationaux, selon ce document. Cette situation « aggrave de manière significative un contexte sécuritaire et humanitaire déjà très préoccupant », exposant les populations civiles à des violences massives.

Nouvel an sous la peur et la faim pour les déplacés de la plaine de Savo. Depuis plus d'une semaine, des milliers de personnes du centre de Bule et des localités environnantes fuient les combats entre les FARDC et les miliciens de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP) de Thomas Lubanga. La dernière vague de personnes déplacées est arrivée mercredi dans la plaine de Savo, à 4 km de Bule-Centre. Ces vulnérables, composés majoritairement de femmes et d'enfants, passent la nuit à la belle étoile et n'ont rien à manger. Selon les autorités coutumières locales, si les violences armées continuent dans la région de Bule, on risque d'assister à une catastrophe humanitaire.

Martin Fayulu réitère son appel à un dialogue inclusif en RDC, pour résoudre ce qu'il décrit comme « l'une des crises les plus graves de son histoire » que traverse actuellement la RDC. Il déplore notamment que « les accords signés le 4 décembre dernier à Washington engagent l'avenir de la RDC sans débat national, sans transparence et sans consentement populaire. Ces accords sont opaques. Le peuple ne sait pas. Le peuple n'a pas décidé ».

Environ 300 cas de Mpxo enregistrés par semaine en RDC, a fait savoir le coordonnateur du Centre des opérations d'urgence en santé publique (COUSP) de l'Institut National de Santé Publique (INSP). « S'agissant de Mpxo, les données sont en train de diminuer. Au début, nous avons eu une notification hebdomadaire de plus ou moins 2.000 cas, mais actuellement nous avons 250 à 300 cas par semaine. Au départ, 401 zones de santé ont été affectées depuis 2024 jusqu'au mois de novembre 2025, mais en décembre 19 zones de santé seulement, ont notifié des cas. Sur les 19 zones de santé qui ont enregistré des cas de Mpxo, un bon nombre se trouvent au Nord-Kivu et au Sud-Kivu qui sont en proie à l'insécurité, mais aussi au Sankuru », a-t-il poursuivi.

Vendredi 2 janvier.

Festivités de fin d'année : plus de 460 présumés kulunas interpellés dans le cadre de l'opération Ndobu à Kinshasa. Les résultats enregistrés indiquent que la commune de Masina bat le record, avec près de 250 personnes interpellées. Cette opération, qui doit s'étendre sur tout le territoire national, est déjà déployée dans dix de vingt-six provinces de la RDC. Elle s'inscrit dans la dynamique du renforcement de la lutte contre la criminalité urbaine, ainsi que de la protection des populations et de leurs biens, selon le ministère de l'Intérieur et Sécurité.

En 2026, Guy Kabombo priorise la reconquête des territoires occupés. Le ministre de la Défense nationale place en priorité la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national et la reconquête des zones actuellement sous occupation. Il a également rendu hommage aux militaires tombés sur le champ d'honneur et encouragé les Fardc pour leur engagement indéfectible sous le drapeau national et réaffirme son attachement à la paix, à la sécurité et au développement, tout en appelant les Congolais à la solidarité, au courage et à la confiance en l'avenir. Le 31 décembre, le ministre en charge de la Défense nationale avait effectué un suivi régulier des capacités opérationnelles des Fardc, avec un accent particulier sur les infrastructures militaires, à Kalemie, dans la province du Tanganyika. La visite s'est poursuivie par une inspection des installations logistiques et techniques, notamment les structures de maintenance et d'appui opérationnel. A travers cette démarche, il a voulu apprécier les conditions de travail des militaires et identifier les besoins prioritaires en vue du renforcement des moyens de défense dans cette partie du pays.

L'ONG CONAFOD engagée pour l'amélioration des réponses humanitaires au Nord-Kivu. Selon le coordonnateur du Conseil National des Fora des ONG Humanitaires et de Développement la province fait face à une crise humanitaire persistante. La mission de l'organisation consiste à veiller à ce que la majeure partie des financements fournis par les bailleurs parvienne réellement aux bénéficiaires sur le terrain. « On s'était rendu compte que les organisations nationales étaient dispersées, ce qui ne permettait pas aux partenaires d'avoir un interlocuteur unique. Désormais, les organisations nationales disposent d'un interlocuteur valable : le CONAFOD, qui œuvre pour l'avancement de la localisation de l'aide en RDC. La localisation de l'aide est une dynamique qui vise à ce que l'aide soit portée par les communautés et pour les communautés, en limitant les intermédiaires. Car nous avons constaté qu'avec trop d'intermédiaires, les fonds arrivent aux communautés tellement réduits qu'ils ne répondent plus aux besoins exprimés ». A ce jour, le CONAFOD fédère déjà un réseau de 124 organisations humanitaires locales opérant dans la province du Nord-Kivu.



Thérèse Kayikwamba : « L'entrée de la RDC au Conseil de sécurité l'ONU est une mission, pas une récompense ». La ministre des Affaires étrangères, déclare : « En entrant officiellement au Conseil de sécurité des Nations unies, notre pays assume une responsabilité majeure au service de la paix et de la sécurité internationale. C'est un moment de dignité, mais surtout un moment d'engagement. Nous savons ce que signifient la guerre, l'insécurité et l'attente des populations civiles partout dans le monde lorsqu'elles se tournent vers les Nations unies. » La ministre souligne que la RDC arrive au Conseil avec une parole fondée sur l'expérience, une parole de vérité, une parole de responsabilité et tournée vers les solutions.

Le M23 lance une offensive pour reconquérir Katoyi à Masisi. L'attaque vise quatre positions des combattants du groupe Patriotes résistants congolais (Pareco), alliés des Fardc. Les affrontements se concentrent au village de Kasheke, à environ 7 km du centre de Katoyi. Le 29 décembre, les combattants Wazalendo du Pareco/Force de frappe avaient repris le contrôle de Katoyi et des villages voisins (Mitimingi, Kahundu, Kasheke, Kakoka), après de violents combats ayant causé plusieurs morts des deux côtés et la capture de 28 combattants M23 avec 12 armes, selon des sources militaires.

L'armée rwandaise accusée d'avoir tué plus de 1 500 civils dans l'Est de la RDC. Après s'être emparé début 2025 de Goma et Bukavu, les deux grandes villes de l'est de la RDC, le groupe M23, soutenu par l'armée rwandaise, a lancé en décembre une nouvelle offensive dans la province du Sud-Kivu et pris le contrôle, le 10 décembre, d'Uvira, localité stratégique de centaines de milliers d'habitants, ainsi que de l'ensemble des zones longeant la frontière terrestre entre la RDC et le Burundi. Sous pression américaine, le M23 avait annoncé le 17 décembre son retrait d'Uvira, tout en demandant à la médiation de « veiller à ce qu'Uvira soit protégée de la violence et de la remilitarisation ». « Le bilan provisoire des victimes civiles des opérations rwandaises, ayant mêlé bombes et drones kamikazes sur l'axe Kamanyola-Uvira depuis le début du mois de décembre, s'élève à plus de 1 500 morts », affirme le gouvernement de la RDC dans un communiqué parvenu jeudi à l'AFP. « Plus de 500 000 déplacés » ont été recensés dans la région après cette percée du M23. (AFP)

Est de la RDC : la situation demeure confuse dans la ville d'Uvira. Les habitants d'Uvira ne savent toujours pas vraiment qui, des rebelles ou des autorités de Kinshasa, contrôlent la ville. Mais des témoins affirment constater la présence des rebelles et craindre la reprise d'affrontements. La reprise des activités reste timide dans la ville d'Uvira. Les grands magasins, les grands marchés ne sont pas ouverts et la justice ne fonctionne pas. **Le fonctionnement de la justice affecté.** La justice ne fonctionne pas non plus, car les cours et tribunaux sont fermés. La majeure partie des magistrats et avocats ont fui lors de la prise de la ville par les rebelles le 10 décembre 2025. **Retrait des rebelles non confirmé.** Le 17 décembre, les rebelles de l'AFC-M23 ont annoncé le retrait de la ville d'Uvira. Mais le gouvernement de Kinshasa dément cette information. La société civile locale affirme qu'Uvira est toujours sous contrôle des rebelles. La situation affecte également les églises dont les fidèles ne fréquentent plus les cultes comme avant. Pendant ce temps, des milliers des déplacés affluent ces derniers jours dans la ville, alors que d'autres se dirigent vers Baraka dans le territoire voisin de Fizi. Ils fuient les affrontements entre l'armée loyaliste soutenue par les miliciens Wazalendo et les rebelles de l'AFC-M23 dans les localités environnant Uvira, à moins d'une dizaine de kilomètres. (Deutsche Welle)

Samedi 3 janvier.

Les Fardc rendent hommage au feu colonel Mamadou Ndala, 12 ans après son assassinat, dans une embuscade tendue à son cortège alors qu'il se rendait à Eringeti (Nord-Kivu). « Honneur et gloire au général Mamadou Ndala. La Patrie reconnaissante ne vous oubliera jamais. Vive les Fardc, vive la RDC ». Lors de ce drame, cet officier dirigeait les opérations militaires contre les rebelles ougandais des ADF et les autres groupes armés actifs dans la région de Beni. Mamadou Ndala est considéré comme un héros national et une figure emblématique du courage, de la loyauté et du sacrifice suprême pour la défense de la Patrie. « Son leadership sur le terrain, sa proximité avec les troupes et sa détermination face à l'ennemi ont profondément marqué l'histoire des Fardc. Son héritage demeure vivant dans le cœur des soldats congolais et de toute la Nation », ont conclu les Fardc.

RDC: les cas de violences sexuelles sur les enfants ont explosé, s'alarme l'Unicef, dans un rapport publié mardi 30 décembre. Des chiffres « hallucinants », réagit une responsable de l'Unicef en RDC. « 35 000 cas sur les neuf premiers mois de 2025, c'est extrêmement élevé. Et ce n'est probablement que la pointe de l'iceberg », ajoute-t-elle, rappelant que ce type de crimes est largement sous-rapporté. Aucune région n'est épargnée. Mais, sans surprise, près de la moitié des cas sont concentrés dans les provinces orientales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. La guerre et les déplacements de population rendent les enfants, notamment les filles, particulièrement vulnérables. Elles représentaient 47 % des survivants de ces violences en 2024, contre 27 % en 2022. **Des conséquences lourdes et multiples.** Les adolescentes (12-17 ans) restent les principales cibles de ces violences. Mais les garçons sont de plus en plus touchés,



tout comme les enfants en situation de handicap. « Les enfants sont parfois agressés en allant à l'école ou chercher de l'eau », indique le rapport, mais les viols sont également commis au sein des foyers par des proches ou des connaissances. Les conséquences sont lourdes et multiples, déplore l'Unicef : blessures graves, grossesses non désirées, risque de contracter le VIH, sans parler des séquelles émotionnelles, peur, anxiété, dépression, rejet social, exclusion familiale et communautaire. Mais l'agence onusienne le rappelle : avec une prise en charge adaptée et des soins, ces enfants peuvent se rétablir. (RFI)

Plus de 450 cas de rougeole enregistrés en deux semaines au Kasai-Oriental, depuis le 15 décembre. Toutes les 19 zones de santé de la province sont touchées. Les personnes les plus affectées sont les enfants âgés de 0 à 59 mois, mais aucun décès n'a été enregistré jusqu'à présent. Selon le Dr Sumba, la province s'apprête à déployer un plan de riposte contre la rougeole. Il regrette toutefois que certains parents refusent de faire vacciner leurs enfants pour diverses raisons.

Kalemie : plus de 2 000 déplacés du site de Katanika vivent difficilement, situé dans la ville de Kalemie. Il n'y a aucune structure médicale ni pharmacie sur le site. Ces déplacés, estimés à plus de 11 000 personnes, sont confrontés à des conditions de vie et de logement très précaires, surtout en cette période pluvieuse, ainsi qu'à des problèmes d'eau et de nourriture. Les déplacés ont commencé à s'installer sur ce site en février dernier. La présidente indique qu'une organisation humanitaire leur a fourni des bâches et un peu d'argent, mais cela reste insuffisant.

A Kasongo, des enseignants réclament trois mois de salaires impayés. « Nous, enseignants de Kasongo, exigeons du Gouvernement congolais et de ses partenaires (UFOD, CARITAS et autres) le paiement des salaires du mois d'octobre pour certains, et de novembre et décembre 2025 pour nous tous. Que la CARITAS Kasongo cesse de ponctionner sur les salaires des enseignants », a déclaré Gilber le permanent du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO), chargé des contentieux. Ils encouragent par ailleurs l'État à payer les frais de fonctionnement et la prime de gratuité des enseignants du primaire pour les mois de mai et d'octobre 2025.

Walikale : reprise des combats ce samedi matin entre les rebelles de l'AFC/M23 et les Fardc près de Buhimba. C'est depuis 5 heures du matin que les rebelles de l'AFC/M23 ont lancé de nouvelles attaques contre les positions des Fardc et des wazalendo près de Buhimba. Ces affrontements ont provoqué un nouveau déplacement de la population dans les villages environnants, notamment Kailenge et Ngenge, alors que la population qui a passé la moitié du mois de décembre 2025 en brousse commençait déjà à regagner les villages. (Actualité. CD)

Dimanche 4 janvier.

Les étudiants de l'UNIKIN, ISP et UPN reçoivent la semoule de maïs du Service national. Le commandant du Service national, a remis 21 000 sacs de semoule de maïs à six institutions d'enseignement supérieur et universitaire de Kinshasa, samedi 3 janvier. Avec l'avènement de Félix Antoine Tshisekedi, les résidences estudiantines sont en train d'être réfectionnées et les sites universitaires de « devenir vivables. Il n'est pas exclu que demain les restaurants universitaires deviennent une réalité », déclaré le commandant du Service national. Les étudiants de l'Université de Lubumbashi (UNILU) et de l'Institut supérieur pédagogique (ISP)/Lubumbashi (Haut-Katanga) avaient déjà reçu vendredi 26 décembre 16.000 sacs de farine de maïs de la part du Service national.

Violents affrontements autour de la ville stratégique d'Uvira. De violents combats opposaient samedi matin le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, aux forces pro-Kinshasa dans plusieurs localités autour de la ville stratégique d'Uvira, dans l'est de la RDC. «*Bruits de tirs* » « Depuis 3 heures, des affrontements violents opposant les rebelles du M23 aux wazalendo [milices pro-Kinshasa] et aux forces armées de la République sont signalés dans plusieurs localités dans le territoire d'Uvira », a déclaré à l'AFP le coordonnateur de Nouvelle Société civile d'Uvira. Il cite les localités de Kashombe, Lubanda, Musingwe, Katongo et Kigongo, situées à environ 10 km de la ville d'Uvira. « Jusqu'à présent, les bruits des tirs de balles se font entendre dans la ville d'Uvira », a-t-il affirmé. Le porte-parole régional de l'armée congolaise, a confirmé à l'AFP « des affrontements au niveau de Kigongo et Katongo, précisément dans les collines de Kashombe et Lubanda dans le territoire d'Uvira ». Sous pression américaine, le M23 avait annoncé le 17 décembre son retrait d'Uvira, tout en demandant à la médiation de veiller à ce qu'Uvira soit protégée de la violence et de la « remilitarisation ». «*Eclats d'obus* ». Des combats intenses sont également signalés dans la province voisine du Nord-Kivu depuis vendredi, où au moins 6 personnes ont été tuées et 41 autres blessées lors d'un bombardement attribué à l'armée congolaise dans le territoire de Masisi, selon des sources locales. L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a affirmé samedi sur le réseau social X que « 42 personnes, dont de nombreux enfants et femmes, blessées par des éclats d'obus et souffrant d'autres traumatismes, ont été admises à l'hôpital général de référence de Masisi, à la



suite d'une frappe aérienne dans une zone résidentielle de Masisi», ajoutant que «deux d'entre eux sont décédés». **(Libération)**

4 janvier 2026 : les Congolais appelés à donner leur vie pour une cause noble. Dans son homélie, Mgr Jean-Crispin Kimbeni Ki Kanda, évêque du diocèse de Kisantu (Kongo-Central), a exhorté les Congolais à donner leur vie pour une cause noble. Pour lui, ceux qui donnent leur vie pour une cause noble, à l'instar des martyrs de l'indépendance, donnent un véritable sens à leur existence. Cette célébration revêt une importance particulière : elle visait non seulement à honorer la mémoire des martyrs, mais aussi à renforcer l'unité nationale, la cohésion sociale et la culture de la paix dans un contexte marqué par de nombreux défis. Elle se veut également un appel à l'engagement citoyen, à la responsabilité collective et au développement intégral de la province.

Félix Tshisekedi place 2026 sous le signe de la consolidation de l'action publique et du passage de l'intention à un impact au bénéfice du peuple. La première réunion du Conseil des ministres de l'année 2026 s'est tenue le 2 janvier. Cette occasion a permis au Président d'insister dès le début de l'année sur l'urgence et la nécessité d'obtenir des résultats concrets dans l'action gouvernementale. "Le Président de la République a insisté sur le fait que l'année 2026 doit impérativement être celle de la consolidation de l'action publique et du passage résolu de l'intention à l'impact concret et mesurable au bénéfice direct du peuple. À cet effet, il a appelé à un sens élevé de responsabilité, à la rigueur et à l'instauration d'une véritable culture du résultat, en veillant scrupuleusement à l'achèvement effectif des objectifs assignés au gouvernement, qu'ils soient en cours d'exécution ou encore non réalisés", a martelé le Chef de l'État Félix Tshisekedi dans le compte rendu de la réunion. Il a souligné, sans être exhaustif, la nécessité impérieuse d'accélérer la mise en œuvre effective de la première phase du Programme de Développement Local des 145 territoires, ainsi que d'autres projets structurants à fort impact socioéconomique notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, de la fonction publique, des finances publiques, des transports, de l'économie nationale, des hydrocarbures, des mines et de l'identification de la population. Pour le Chef de l'État ces projets, considérés comme des leviers prioritaires de transformation économique et sociale, constituent des engagements solennels de l'État envers le peuple congolais et doivent être conduits avec célérité, transparence, efficacité et un sens élevé de l'intérêt général. Tout en reconnaissant les défis persistants, notamment sur les plans sécuritaire et économique, le Président de la République a exprimé sa conviction que la RDC dispose des ressources humaines, institutionnelles et morales nécessaires pour les surmonter. Il a réaffirmé que l'année 2026 sera placée sous le signe de l'espérance partagée, de l'action concrète et d'une transformation progressive mais irréversible du pays. **(Actualité.CD)**

Lundi 5 janvier.

Alerte aux mauvaises conditions de détention des mineurs à la prison de Bunia. Le Conseil provincial de la jeunesse pointe des difficultés majeures liées à la prise en charge médicale et alimentaire, ainsi que des retards importants dans le traitement judiciaire des dossiers. Certains mineurs sont détenus depuis neuf mois, un an, voire deux ans, sans avoir été présentés devant leurs juges naturels. Les visiteurs ont également déploré l'insuffisance des rations alimentaires. Il arrive que les enfants ne reçoivent que de la bouillie, au lieu d'un repas complet.

Le Burundi relocalise les réfugiés congolais vers le camp de Ruhigi. Ces réfugiés, qui avaient fui la guerre de l'AFC-M23 au Sud-Kivu, survivaient tant bien que mal, sans assistance humanitaire, dans les camps de Rumonge et Gatumba. Pour éviter leur proximité avec la frontière congolaise, le gouvernement burundais a procédé à leur relocalisation vers le camp de Ruhigi. Là aussi, ces réfugiés se plaignent des conditions climatiques difficiles.

Est de la RDC: les autorités présentent 15 militaires arrêtés sur le territoire congolais comme étant rwandais. Crânes rasés et vêtus de tuniques jaunes et rouges de prisonniers, les détenus ont été présentés aux médias. « Le Rwanda maintient jusqu'à aujourd'hui son armée sur le territoire congolais. Le box de militaires présentés est coiffé par un major et un capitaine. Ils sont tous, selon Kinshasa, des officiers de renseignement. Ces derniers ont été interpellés dans les environs de Goma, tandis que d'autres soldats de grade inférieur ont été capturés par l'armée congolaise dans le Sud-Kivu. Des civils ont également été arrêtés. Un ressortissant burundais à Kinshasa, trois autres de même nationalité interpellés à Uvira, un Ougandais dans le Nord-Kivu ainsi que trois Tanzaniens. Ils sont poursuivis pour terrorisme, apologie du terrorisme ou encore espionnage : « Il est observé qu'en manipulant certains ressortissants des pays de la sous-région et des groupes armés comme les Red-Tabara, Kigali cherche à régionaliser le conflit », poursuit le militaire. Ce n'est pas la première fois que Kinshasa présente des soldats rwandais arrêtés. À chaque occasion, Kigali rejette les accusations. Les autorités rwandaises ne reconnaissent que ce qu'elles qualifient de « mesures défensives » pour se protéger contre des rebelles hutus FDLR et d'autres forces hostiles. Mais cette fois, le gouvernement rwandais a dénoncé un « mensonge d'État ». Olivier Nduhungirehe, ministre des Affaires étrangères, a affirmé qu'aucun militaire de la Force rwandaise de défense (RDF) « n'a été arrêté au Congo ou présenté à la presse » à Kinshasa. « Il s'agit d'un



théâtre médiocre auquel même ses metteurs en scène ne croient. » Selon ce membre du gouvernement rwandais, l'un des prétendus militaires RDF, a déjà été présenté « le 16 février 2024 comme un soldat RDF originaire d'un endroit appelé Kayonza et sans numéro de matricule et portant un uniforme militaire flambant neuf ». En organisant cette présentation, Kinshasa a agi « d'une façon extrêmement médiocre ». (RFI)

RDC: le lancement de la nouvelle plaque d'immatriculation ne concerne pas les véhicules déjà immatriculés et en circulation à travers le pays. Dans un premier temps « le lancement de la nouvelle plaque d'immatriculation ne concerne pas les véhicules déjà immatriculés et en circulation à travers le pays ». Ce qui devrait tout de suite mettre fin à la colère de la société civile de manière générale et, surtout, des automobilistes. Ces derniers craignaient d'être asphyxiés par une telle opération, lancée juste après celle du nouveau permis de conduire et du contrôle technique. « L'opération cible en premier lieu tout véhicule destiné à entrer en circulation pour la première fois en RDC », renchérit les services du ministère des Finances, en précisant qu'il s'agit évidemment de « tout véhicule non encore immatriculé. Ainsi, il y aura coexistence légale de deux types de plaques d'immatriculation jusqu'au lancement du processus de mise en conformité ». « La nouvelle plaque d'immatriculation moderne tient notamment compte de la codification internationale de la RDC. Cette nouvelle plaque d'immatriculation est, en outre, dotée « d'un dispositif de sécurité et de lecture des données d'identification du véhicule et de son propriétaire, données stockées dans une base centralisée ». À travers le lancement de la nouvelle plaque d'immatriculation, on veut également effectuer la mise en conformité « le remplacement de l'ancienne plaque par la nouvelle, conforme aux normes internationales, à des coûts réduits fixés par l'arrêté ministériel y afférent (115\$ pour l'immatriculation des véhicules automobiles, 72\$ pour le changement de plaque et 24\$ pour la mutation de véhicules) ». Les automobilistes disposent à ce jour de 12 mois. À partir de fin décembre 2026, « les propriétaires de véhicules encore munis de l'ancienne (actuelle) plaque d'immatriculation seront appelés à se rendre à la DGI pour se soumettre au processus de mise en conformité ». (Actualité.CD)

Mardi 6 janvier.

A Luanda, Félix Tshisekedi et João Lourenço échangent sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. A cette occasion, le Chef de l'État congolais a qualifié la situation dans l'Est du pays de « guerre imposée ». Cette rencontre intervient au lendemain de l'entérinement des accords de Washington entre Kinshasa et Kigali, en présence du président américain Donald Trump, et alors que les combats se sont intensifiés dans l'Est du pays. Le 14 décembre dernier, Félix Tshisekedi s'était déjà rendu à Luanda pour une visite de travail. A travers ce déplacement, le président congolais souhaitait relancer le processus de Luanda, une initiative diplomatique visant à restaurer la paix dans l'Est de la RDC. D'autres sources indiquent que Félix Tshisekedi cherchait plutôt à renforcer les efforts de médiation régionale face à la persistance des violences dans le Kivu, notamment celles liées aux rebelles de l'AFC/M23.

Est de la RDC: «Une dynamique d'essoufflement» dans l'accord de paix entre Kinshasa et Kigali, selon un baromètre. Cela fait un mois que les présidents du Rwanda et de la RDC ont paraphé les accords de paix de Washington aux États-Unis sous l'égide de Donald Trump. Ces mêmes accords avaient été signés précédemment par les chefs de la diplomatie. Pour autant, la situation sécuritaire dans l'est de la RDC ne s'est pas améliorée. Le mois de décembre a été marqué par une nouvelle offensive du groupe armé AFC/M23, soutenu par Kigali, ainsi que par de violents affrontements avec l'armée congolaise et ses alliés. Chaque mois, le baromètre des accords de paix en Afrique fait le point sur celui de Washington. Pour l'un de ses auteurs, cette stagnation est préoccupante : « Les avancées enregistrées dans sa mise en œuvre demeurent fragiles, inégales et marquées par une dynamique d'essoufflement. » La cérémonie officielle de signature qui s'est tenue dans la capitale américaine début décembre n'a pas permis de donner une nouvelle dynamique à sa mise en œuvre. Les auteurs du rapport formulent des recommandations aux différentes parties. Ils incitent le gouvernement congolais à accélérer la mise en œuvre des opérations contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) – groupe rebelle hutu formé à l'origine d'anciens génocidaires rwandais – et d'envisager l'implication de la Monusco, la force onusienne. Le Rwanda doit mettre en œuvre le plan de désengagement et de levée des mesures de défense. Le risque, c'est que l'accord perde de sa crédibilité. Sans mise en œuvre, l'accord de paix reste un texte politique, prévient le baromètre des accords de paix en Afrique. (RFI)

Au moins 105 Congolais décédés en 2 semaines dans les camps de réfugiés au Burundi. Selon le président de l'Organisation citoyenne pour la paix et la cohabitation communautaire, ces décès sont dus au manque d'assistance en matière d'abris, de soins de santé et d'alimentation. Il a demandé au gouvernement congolais ainsi qu'aux partenaires internationaux d'apporter une aide digne et durable à ces populations ayant fui l'agression de l'AFC/M23. Les Congolais ayant récemment fui la guerre de l'AFC/M23 dans les territoires d'Uvira et de Fizi sont actuellement logés dans les camps de transit de Rugombo, Rumonge et Gatumba, au Burundi.



L'inspecteur général à l'Éducation satisfait de la reprise des cours après les fêtes de fin d'année. Il a fait ce constat à la suite d'une ronde d'inspection effectuée ce 6 janvier au Complexe scolaire Nyota et au Collège catholique Alingba, dans la commune de Kintambo, à Kinshasa. Il se dit également ému que les élèves aient intériorisé le serment de citoyen, preuve selon lui que le pays aura, dans les jours à venir, des Congolais respectueux de la chose publique. Il a profité de cette ronde pour exhorter les candidats finalistes à bien se préparer à l'Examen d'État et à éviter les antivaleurs, notamment la corruption et a encouragé les élèves à dénoncer les enseignants corrupteurs afin qu'ils soient traduits en justice.

Après les fêtes de fin d'année, les enseignants du Maniema appelés à renouer avec les cours. Le Collectif provincial des syndicats des enseignants du Maniema a fait savoir, le 5 janvier, qu'après une mission à Kinshasa ensemble avec le ministre provincial de l'Éducation leur plaidoyer de délocaliser la paie des enseignants de la CARITAS vers une autre banque est écouté. Il a assuré que la situation de paiement d'un mois sera régularisée d'ici mercredi 7 janvier courant.

Plus de 1 200 enfants sortis des groupes armés de l'Ituri en 2025 (PDDRC-S). Au total, 1 233 enfants, dont 455 filles, anciennement associés aux groupes armés, ont déjà été réinsérés dans leurs familles respectives. Avant de rejoindre leurs communautés, ces ex-enfants soldats ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial et médical. Ceux ayant dépassé l'âge scolaire ont été orientés vers des formations professionnelles afin de favoriser leur autonomisation, tandis que d'autres ont repris le chemin de l'école pour garantir leur avenir. Toutefois, les besoins restent énormes pour assurer une prise en charge complète et durable, a reconnu la coordonnatrice nationale du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S). Elle a néanmoins salué la collaboration entre son service et les partenaires étatiques et humanitaires, notamment l'Unicef, en vue de relever ces défis.

RN25: plusieurs barrières érigées par l'armée et la DGM étouffent la circulation entre la Tshopo et le Haut-Uele. «Mais c'est incroyable ! Ces services nous escroquent, ils multiplient des barrières aux barrières. Surtout dans la province de la Tshopo où les barrières sont plus nombreuses. Le pire dans tout ça, il y a également les éléments de Farde qui demandent à certains de payer des taxes et impôts. J'ai dû dépenser plus de 15 mille FC au cours de mon voyage de Kisangani à Isiro», a témoigné un passager, fonctionnaire dans un service étatique de la province de la Tshopo. Au-delà de cette réalité, ces services brutalisent les passagers qui manquent de fonds à leur donner et sont parfois obligés d'y rester sans continuer le voyage. Cette réalité retarde le voyage. Pour un déplacement de deux jours de Kisangani pour Isiro, ces barrières implantées retardent les passagers au point où les agences de transport sont obligées de passer plus de jours. Un passager témoigne avoir passé quatre jours au cours de la route passant des nuits à chaque poste de barrière. Les autorités tant provinciales que nationales sont appelées à réagir en vue de supprimer ces multiples barrières implantées dans le seul but de rançonner la population et retarder le déplacement, a indiqué un autre passager. Il faut rappeler que ces fonds sont payés sans inclure les frais payés par les agences de transport, qui priorisent le dialogue avec ces services, qui entravent la circulation, au point de ne pas se voir interdire le mouvement. (Actualité.CD)

Mercredi 7 janvier.

Combats entre Wazalendo et l'AFC-M23 : au moins 4 morts et plusieurs blessés à Walungu. Les combats, qui ont commencé dimanche se sont poursuivis jusqu'au 5 janvier 2026, principalement dans les villages de Bumbalali, Mwendo et Cirhavanyi. Plusieurs maisons ont été endommagées par des bombes larguées par le M23, selon les habitants.

Glody Ndaya réaffirme l'engagement d'«Eventsrdc» en faveur des personnes aveugles. À l'occasion de la Journée mondiale du braille, célébrée chaque 4 janvier, le groupe de presse «Eventsrdc.com» et «Eventsrdc FM Live», par la voix de sa Directrice générale, a adressé un message fort aux personnes aveugles de la RDC, ainsi qu'à celles vivant dans la Diaspora. Dans son message, la Directrice générale a mis en lumière l'importance du braille, présenté comme un outil fondamental de transformation sociale. Véritable levier d'émancipation, le braille permet aux personnes aveugles de développer leur autonomie, d'accéder au savoir et de participer pleinement à la vie sociale, économique et culturelle. S'inscrivant dans la vision défendue par les Nations unies, le groupe «Eventsrdc» réaffirme sa conviction selon laquelle le braille constitue un droit fondamental. Il garantit aux personnes aveugles ou malvoyantes l'exercice effectif de leurs droits humains, notamment l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux médias, à l'information et à l'indépendance. Au nom de l'ensemble de l'équipe dirigeante et rédactionnelle, elle a lancé un appel fraternel à toute personne aveugle, ainsi qu'à toute personne proche d'un aveugle, à entrer en contact avec les services du groupe «Eventsrdc». À travers cette prise de position, «Eventsrdc» réaffirme sa volonté de demeurer un acteur médiatique engagé au service de l'inclusion sociale, de l'égalité des chances et de la dignité des personnes vivant avec un handicap. (AfricaNews)



Un bastion des ADF démantelé par les forces conjointes Fardc-UPDF à Mambasa. Les Forces armées de la RDC et l'armée ougandaise (UPDF) ont convenu de poursuivre et d'intensifier la traque des ADF dans d'autres villages où les rebelles tentent de se réorganiser pour attaquer la population. Selon l'armée, l'opération nocturne du 29 au 30 décembre a ciblé un grand bastion ADF à la limite des territoires de Mambasa et d'Irumu. Des députés provinciaux et acteurs de la société civile, ayant accompagné la délégation militaire à Elake pour évaluer les progrès à mi-parcours, saluent ces efforts sur le terrain. Ils plaident néanmoins pour l'installation de positions militaires à Elake, Leta et Sita Rudi afin de sécuriser l'accès des populations aux champs. Les forces vives de Mambasa appellent à étendre les opérations conjointes.

Journée des orphelins de guerre : leur nombre explose à Goma à cause des conflits. « Ces enfants, perdant leurs parents à cause de la guerre, se retrouvent dans des structures comme la nôtre ou dans la rue. Sans accompagnement, ils deviendront demain un danger pour la communauté », alerte le directeur de l'orphelinat « Lève-toi » à Turunga (territoire Nyiragongo). Il insiste sur un soutien permanent pour transformer leurs traumatismes en force constructive, permettant de bâtir un pays pacifié où tous vivent librement. La fin des hostilités reste la condition sine qua non pour réduire ce fléau.

Instituée par l'ONU, cette Journée vise à sensibiliser aux tragédies invisibles des conflits armés et à garantir le respect des droits fondamentaux des enfants. Elle constitue un appel à l'action collective pour protéger ces victimes silencieuses.

Environ 70% des déplacés rentrent à Irumu grâce aux opérations conjointes FARDC-UPDF. La dernière vague de retours, en provenance principalement d'Eringeti, Oicha, Beni et Butembo au Nord-Kivu, est arrivée mardi 6 janvier à Ndalya et Otmaber, dans la chefferie de Walese Vonkutu. Des activistes locaux des droits humains attribuent cette dynamique à l'accalmie sécuritaire consécutive aux opérations conjointes des Fardc et de l'UPDF. La réouverture de la RN4 après réhabilitation, combinée aux patrouilles renforcées, a encouragé ce mouvement. Ce retour permettra aux populations d'accéder à nouveau à leurs champs, renforçant leur résilience face aux crises passées. Les dispositifs sécuritaires conjoints sont salués pour leur rôle dans la stabilisation de la zone.

Éducation spécialisée: la Fondation Jonathan Muyumba soutient les enfants autistes et sourds-muets à Kinshasa.

Le 28 novembre dernier, la Fondation Jonathan Muyumba s'est rendue à l'école Village Bondeko «Azari Mpoko», dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa, pour soutenir les enfants atteints de troubles mentaux et de surdité ou de mutisme. L'objectif: les accompagner dans leurs difficultés de langage, d'apprentissage et dans la gestion de troubles psychiatriques. Dans cette œuvre diocésaine, les enfants font face à des défis éducatifs, psychologiques, sociaux ou physiques souvent liés à la pauvreté, aux conflits, aux troubles d'apprentissage, à des traumatismes ou à des problèmes familiaux. Ces difficultés peuvent se traduire par des échecs scolaires, des troubles du sommeil ou des comportements problématiques. Un accompagnement adapté est donc essentiel pour briser ce cercle vicieux. L'établissement, composé d'enseignants spécialisés, comporte deux sections: celle des sourds-muets et celle des enfants ayant des handicaps mentaux, situées dans deux bâtiments distincts. Lors de sa prise de parole, Jonathan Muyumba, président de la Fondation, a déclaré: «Nous avons décidé de faire ce geste d'empathie car nous croyons que ces enfants sont l'avenir de demain et que chacun possède une grâce particulière. Nous leur apportons soutien, affection et considération, renforçant ainsi leur estime de soi et leur autonomie, tout en les encourageant à devenir des citoyens engagés et équilibrés». Les encadreurs de l'école n'ont pas caché les difficultés liées à leur mission: déplacements longs, retards parfois inévitables et besoins de reconnaissance financière pour pouvoir continuer à exercer avec dévouement. «Malgré ces défis, nous accomplissons notre travail avec amour, en respectant le temps de repos et de divertissement des enfants», ont-ils expliqué. Les enfants autistes, quant à eux, bénéficient d'un programme éducatif individualisé, conçu sur mesure pour chaque élève, en étroite collaboration avec les parents, enseignants et thérapeutes. Ce programme s'inscrit dans le cadre des actions de la Fondation Jonathan Muyumba, qui œuvre pour la promotion des droits sociaux et économiques, l'assistance humanitaire, la protection et la formation pour le développement de nouvelles compétences. (AfricaNews)

L'administrateur de Fizi appelle à une aide urgente pour les déplacés internes. Ces populations, venues notamment d'Uvira et de différentes zones de Fizi, se concentrent sur quatre axes principaux : le littoral du lac Tanganyika, Makobola-Mboko, Fizi-centre et Point Zéro Kwa Mulima. Hébergées dans des écoles et églises, elles perturbent les activités scolaires et ecclésiastiques. « Le littoral du Tanganyika, foyer de choléra et rougeole, expose particulièrement les enfants à des risques épidémiques majeurs. », déplore M. Badibanga.

Jeudi 8 décembre.

Naufage à Bolomba : au moins 6 morts et plusieurs disparus, dans la nuit du 5 au 6 janvier 2026 sur le fleuve Congo. Une collision entre une pirogue motorisée transportant des passagers et une baleinière (immatriculée H/B Zulu)



est à l'origine du drame. Ce drame s'inscrit dans une série tragique récurrente sur le fleuve Congo, due aux causes identiques: surcharge des embarcations, navigation nocturne et absence d'équipements de sécurité.

Attaques contre les transporteurs zambiens : Kinshasa rassure Lusaka. La préoccupation soulevée par la partie zambienne revient régulièrement lors des travaux des commissions mixtes entre les deux pays. La sécurité des transporteurs zambiens, et plus largement de ceux venant d'Afrique australe, circulant entre Kasumbalesa et Kolwezi, occupe une place importante dans ces échanges. Selon la partie zambienne, ces transporteurs sont fréquemment victimes des coupeurs de route, qui les attaquent et les dépouillent de leur argent ainsi que de leurs marchandises, notamment les cathodes de cuivre. Certains chauffeurs ont même perdu la vie lors de ces incidents. Du côté congolais, plusieurs mesures ont été prises pour renforcer la sécurité sur cet axe. Si l'activisme des bandits a sensiblement diminué sur la route de contournement reliant Kasumbalesa à la voie menant à Likasi, les transporteurs d'Afrique australe dénoncent une recrudescence d'attaques sur l'axe Lubumbashi-Likasi, où des camions sont parfois détournés et dévalisés, en particulier pour leurs cargaisons de minerais. Malgré le renforcement des dispositifs sécuritaires par les autorités provinciales, le phénomène persiste. Le problème de la congestion à la frontière de Kasumbalesa revient également dans les discussions bilatérales. De longues files de camions s'étendent parfois sur plusieurs kilomètres, tant du côté congolais que zambien.

La situation sécuritaire se dégrade dans le territoire de Djugu, en Ituri. Alors que l'attention reste largement focalisée sur la province du Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure très préoccupante dans la province de l'Ituri, à l'est de la RDC. Début 2025, Thomas Lubanga, aujourd'hui exilé en Ouganda, lançait un mouvement politico-militaire : la Convention pour la révolution populaire (CRP). Il dit agir par colère contre le pouvoir de Kinshasa, qu'il accuse de piller l'Ituri et de négliger la province, au profit notamment des crises sécuritaires dans le Kivu. Depuis, la CRP est devenue l'un des groupes les plus actifs et les plus cités en Ituri. Les hommes de Thomas Lubanga ont été vus ces dernières semaines autour de Bule, située à 95 km de Bunia. Un carrefour commercial qui, au gré des combats, change régulièrement de mains : parfois occupé par la CRP, parfois repris par l'armée congolaise. Ce qui avait été le cas ces derniers jours. Aux dernières nouvelles, Bule est contrôlé ce 7 janvier 2026 par les miliciens accusés par l'armée d'utiliser les déplacés et d'autres civils comme boucliers humains. Et le bilan humain est lourd. Selon des sources onusiennes, au moins 25 civils ont été tués et plus de 40 blessés ont été recensés au cours du mois dernier, à Bule et dans les environs. Sur le plan humanitaire, la situation est critique. Selon OCHA, l'insécurité empêche l'accès à l'aide pour plus de 87 000 déplacés internes, installés à Bule et dans ses environs. Les autorités locales signalent qu'au moins 17 personnes sont décédées entre le 5 et le 29 décembre, en raison des conditions de vie difficiles, du manque de soins médicaux et de la faim. (RFI)

SOS des enseignants impayés de l'ISP Dibaya-Lubwe. Trois mois impayés, les enseignants de l'Institut supérieur pédagogique ((ISP)/ Dibaya-Lubwe, dans le territoire d'Idiofa (Kwilu), lancent un cri d'alarme. A l'issue de leur de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 7 janvier, ces enseignants ont adressé un mémorandum à la ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire. Dans ce document, ils disent croupir dans la misère depuis trois mois.

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA exige le retrait "immédiat et total" de l'AFC/M23 d'Uvira et de toutes les zones occupées dans l'Est de la RDC. Le CPS s'est déclaré gravement préoccupé par l'escalade du conflit dans l'est de la RDC, en particulier par l'offensive menée par l'AFC/M23 et ses alliés au cours des dernières semaines. Cette offensive a notamment conduit à la prise de la ville d'Uvira, faisant des victimes parmi les civils et aggravant davantage la situation humanitaire dans la région. Sans reconnaître explicitement l'appui du Rwanda à la rébellion de l'AFC/M23, l'Union africaine exige néanmoins le retrait "immédiat et total" de l'AFC/M23 d'Uvira ainsi que de toutes les zones occupées dans l'Est de la RDC. "Condamne sans réserve les attaques odieuses perpétrées par le M23, en particulier dans les régions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, qui ont causé des pertes en vies humaines, des blessés et des déplacements de population, notamment chez les femmes et les enfants, ainsi que les violations flagrantes du droit international humanitaire (DIH) et du droit international relatif aux droits de l'homme (DIDH), et prévient que les auteurs de ces actes répondront de leurs actes ; Condamne également sans appel les attaques perpétrées par les Forces démocratiques alliées (FDA) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui ont aggravé l'insécurité et les souffrances des populations de la région", ajoute le communiqué. Cette réunion intervient dans un contexte où, malgré l'implication du président américain Donald Trump et l'accélération apparente du processus de Washington, la situation sur le terrain peine à s'améliorer. Kinshasa et Kigali ne parviennent pas toujours à parler le même langage, et les tensions persistent sur fond d'accusations mutuelles de non-respect des engagements pris dans le cadre des initiatives diplomatiques en cours, en particulier le processus de Washington sous l'égide de l'administration Trump. Il en est de même pour les discussions de Doha, menées sous l'égide de l'Émir du Qatar, entre Kinshasa et la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, qui peinent à produire des résultats concrets sur le terrain. Cette inertie diplomatique a favorisé la reprise de violents affrontements entre l'AFC/M23, appuyée par le Rwanda, et les forces



gouvernementales. Par ailleurs, le dialogue national, pourtant réclamé par plusieurs acteurs sociopolitiques pour accompagner ces initiatives, tarde à être convoqué. (Actulaité.CD)

Dégradation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC (Rapport de l'ONU). Le rapport indique que l'AFC/M23 a établi dans ces territoires des structures administratives, judiciaires, budgétaires et sécuritaires, assumant ainsi les fonctions essentielles de l'État. Le rapport souligne que, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, malgré les avancées réalisées dans les efforts de médiation, la situation sécuritaire s'est détériorée, marquée par de violents affrontements armés. La situation humanitaire a également empiré, avec une multiplication alarmante des attaques généralisées et systématiques contre les civils, ainsi que des violences sexuelles liées au conflit. Selon la même source, l'AFC/M23 a étendu sa campagne militaire dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, avec le soutien de la Force de défense rwandaise. Ce soutien permet à l'AFC/M23 de renforcer son accès aux ressources minières du Sud-Kivu, où il contrôle désormais près de la moitié de la production de cassitérite et de coltan, ainsi que plus des deux tiers de la production de wolframite. Par ailleurs, les experts affirment que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a continué à compter sur les Wazalendo comme force supplétive pour repousser les avancées de l'AFC/M23, soutenu par la Force de défense rwandaise, et reprendre des zones stratégiques clés.

Vendredi 9 janvier.

La Monusco a évacué plus de 150 vulnérables de la zone de conflit à Djugu dans un mois. Pour préserver des vies humaines, la Monusco a déjà réussi à évacuer vers Bunia, par véhicules, hélicoptères et chars de combat, 142 personnes. Parmi elles, figurent des militaires blessés, des agents humanitaires, des prêtres, du personnel soignant, des enseignants et d'autres personnes en situation de risque. Pour renforcer la protection des civils, les casques bleus bangladais de la Monusco basés à Bayo, disent avoir déjà organisé en un mois, 152 patrouilles de combats diurnes et nocturnes vers la plaine Savo, où des milliers de familles se sont déplacées. Elles ont fui les affrontements entre les Fardc et la CRP de Thomas Lubanga. La Monusco dit avoir intensifié les patrouilles pour protéger la population conformément à son mandat.

Assassinat du professeur Abatha de l'UNIKIN. Selon des témoins, le drame s'est produit vers 1 heure du matin. Des malfaiteurs ont tiré à bout portant sur Mathieu Abatha Diabar, professeur au département des Lettres et Civilisation française de la Faculté des Lettres à l'Université de Kinshasa. Il a ensuite succombé à ses blessures. La police est descendue sur le terrain pour enquêter et établir les responsabilités.

Au moins 160 agents et cadres du Secrétariat général des Mines formés sur la gouvernance minière. Assurée par l'École nationale d'administration (ENA), la formation a porté sur sept modules, notamment : les grands axes du Code minier, les textes essentiels du règlement minier, l'analyse et le traitement des rapports, les statuts de l'agent public de l'État, ainsi que les conditions préalables du contrôle minier et du contrôle fiscal minier. L'objectif de cette formation était d'améliorer l'efficacité, la performance et le professionnalisme des cadres et agents du Secrétariat Général aux Mines, afin de renforcer l'action de l'État dans la régulation, le contrôle et la mobilisation des recettes du secteur minier.

RDC : plusieurs haut gradés, accusés de déstabilisation des institutions, transférés en prison. Parmi les personnes concernées par cette vague d'arrestations, le général Franck Ntumba, ancien chef de la Maison militaire de la présidence, un service directement rattaché au chef de l'État. Il y a aussi le général Christian Tshiwewe, ancien chef d'état-major général des Forces armées de la RDC et conseiller militaire du président Félix Tshisekedi au moment de son arrestation. Le général Christian Ndaywel Okura, ancien patron des renseignements militaires. Il avait été nommé il y a environ un an chef d'état-major de la force terrestre. Au total, 11 officiers généraux et 14 officiers supérieurs seraient concernés. Des sources du pouvoir évoquent une tentative de déstabilisation des institutions. Beaucoup de ces officiers sont poursuivis pour trahison et complot contre l'État. La phase pré-juridictionnelle est terminée. De nombreux interrogatoires ont été menés. La plupart de ces officiers ont été transférés il y a une semaine à la prison militaire de Ndolo, à Kinshasa. Ils ont été officiellement placés sous mandat d'arrêt provisoire depuis mardi. (RFI)

Au moins 13 humanitaires tués et 40 autres blessés dans cinq provinces de la RDC en 2025 et plusieurs autres enlevés, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires. En 2025, plus de 600 incidents ont visé les acteurs humanitaires dans l'Est du pays. Le Nord-Kivu détient le triste record de la province la plus risquée, concentrant près de la moitié de cas enregistrés. Cependant, le Sud-Kivu a surpassé le Nord-Kivu en décembre, en raison des affrontements et de l'insécurité grandissante sur les axes de distribution. Toutefois, OCHA précise que toutes les menaces ne sont pas liées aux combats : les cambriolages et vols arrivent en tête, suivis des entraves à la circulation et des actes d'intimidation.



Est de la RDC : Lourenço en facilitateur ? Au-delà des échanges téléphoniques réguliers, Félix Tshisekedi a fait le déplacement à deux reprises en moins d'un mois à Luanda pour s'entretenir avec João Lourenço. Un rythme inhabituel, qui traduit l'intensification des consultations entre les deux chefs d'État. Selon les sources de la présidence congolaise, le président angolais a soumis à son homologue congolais une série de propositions en lien avec la crise sécuritaire dans l'est de la RDC. Félix Tshisekedi en a pris acte et a fait part de ses réactions, sans décision immédiate. Dans la foulée, João Lourenço a entrepris de consulter d'autres parties prenantes, dans un rôle de facilitateur discret. Kinshasa, de son côté, observe et attend le retour de ces démarches avant d'arrêter sa position. Officiellement, ni Luanda ni Kinshasa ne parlent de l'ouverture d'un nouveau processus de paix. Le mot est soigneusement évité.^[1] Mais dans les faits, cette séquence dessine une dynamique diplomatique renouvelée, fondée sur des allers-retours directs, des propositions concrètes et une recherche de convergence régionale, dans un contexte de forte pression sécuritaire. (**Actualité.CD**)

Multiplication des barrières illégales sur l'axe Goma-Masisi-Walikale. Ce segment routier se situe dans une zone tampon : d'un côté, une partie du territoire de Walikale contrôlée par les Fardc et les Wazalendo ; de l'autre, une portion de Walikale et de Masisi sous occupation des rebelles de l'AFC-M23. Les motards sont contraints de prévoir au moins 200 000 FC, soit 90 USD, pour acheminer un colis de Goma jusqu'à Walikale. Hormis cela, ces taximen motos subissent régulièrement des pillages sur le tronçon entre Kashebere et Miba, sous contrôle des rebelles M23 jusqu'à Kibati, puis une zone tampon entre Kibati et Mikumbi, tandis que Miba est sous contrôle des Fardc et des Wazalendo. Une autorité coutumière locale affirme que la situation est connue et qu'un rapport a déjà été adressé aux autorités compétentes.

Samedi 10 janvier.

Insécurité à Lubero et Butembo : un cantonnement des militaires Fardc et des Wazalendo préconisé, en vue de démilitariser la commune de Lubero, réduire les tensions et mieux protéger les civils. En quelques jours seulement, une vingtaine de cas de banditisme urbain, marqués par des pillages et des meurtres, ont été recensés dans la commune de Lubero. Cette situation a conduit la société civile locale à décréter plusieurs journées sans activités afin d'alerter les autorités. À Butembo, l'insécurité s'est également traduite par le meurtre de deux personnes et le vol de plusieurs motos par des bandits armés. Face à ces préoccupations, l'ensemble du comité provincial de sécurité, conduit par le gouverneur du Nord-Kivu, s'est rendu à Butembo pour échanger avec les représentants de la population.

Assassinat du professeur Abata : l'APUKIN suspend les cours, jusqu'à mercredi prochain. « Aucune activité ne sera exercée sur les sites (universitaires). Et mercredi, nous nous retrouverons pour une évaluation. L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) et ses alliés (d'autres établissements d'enseignement supérieur) décident de faire un sit-in ce lundi 12 janvier 2026 au cabinet du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur ». Ces mesures ont été prises pour traduire l'indignation des professeurs de l'Université de Kinshasa après l'assassinat de leur collègue Matthieu Abata. Ce dernier a été abattu par des bandits armés, jeudi 8 janvier, à la suite d'une incursion nocturne dans son domicile situé au Plateau des professeurs, dans la commune de Lemba, à Kinshasa.

Inondations à Moba : 7 écoles paralysées, par la montée des eaux du lac Tanganyika et le débordement de la rivière Mulobozi. Cette situation dure depuis une semaine. "La situation est alarmante parce que nous avons commencé à alerter les autorités, le gouvernement provincial comme national. Mais, jusque-là, rien ne encore fait". Selon le sous-directeur de la province éducationnelle de Moba, une solution palliative est déjà trouvée. Certaines écoles victimes des inondations sont délocalisées et vont fonctionner dans d'autres bâtiments en attendant une solution durable.

Eve Bazaïba à Bujumbura pour évaluer la crise humanitaire d'au moins 250 000 réfugiés congolais, ayant fui la ville d'Uvira au Sud-Kivu, tombée aux mains des rebelles de l'AFC-M23 en novembre 2025. Plus de 101 000 déplacés congolais ont franchi la frontière burundaise après la chute d'Uvira, portant le total des réfugiés congolais au Burundi à plus de 250 000. Originaires principalement des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, ces personnes vivent dans des conditions précaires sur divers sites d'accueil. Parmi elles, environ 30 000 enfants sont privés d'école, aggravant la vulnérabilité des familles. À Bujumbura, Ève Bazaïba s'est entretenue avec les autorités burundaises et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, (HCR) pour améliorer la coordination de la prise en charge. Les besoins prioritaires incluent l'alimentation, l'eau potable, les soins médicaux et les abris d'urgence.

Grands Lacs: comment la Zambie peut s'imposer comme un autre acteur clé ? La réunion des ministres de la Défense de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) se tient ce samedi à Livingstone, en Zambie. Elle est convoquée pour examiner la situation humanitaire et sécuritaire dans l'Est de la RDC. Les efforts de paix engagés jusqu'ici n'ont pas permis d'amélioration concrète sur le terrain. La Zambie peut aujourd'hui jouer un rôle stratégique au sein de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). D'abord par son implication



de plus en plus importante dans cette organisation, qui repose sur le principe de non-agression entre les États de la région. Ensuite, sur le plan institutionnel, le nouveau secrétaire exécutif de la CIRGL est zambien. Autre poste clé : le coordonnateur du Centre conjoint de fusion des renseignements de la CIRGL est, lui aussi, zambien. Ce centre est chargé de collecter des renseignements sur les groupes armés et les forces négatives, et de lutter contre le terrorisme ainsi que contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. La Zambie est également appelée à jouer un rôle central sur le plan sécuritaire. Selon la décision prise lors du dernier sommet des chefs d'État de la CIRGL, le nouveau commandant du Mécanisme conjoint de vérification élargi (MCVE), sera zambien. Le MCVE est appelé à devenir le cœur du dispositif de surveillance du cessez-le-feu conclu à Doha entre Kinshasa et l'AFC/M23, ainsi que de celui conclu à Washington entre Kinshasa et Kigali, un rôle confirmé dans le nouveau mandat de la Monusco. Mais pour que ces mécanismes fonctionnent réellement, un engagement effectif des États membres est indispensable. Il s'agit de doter la CIRGL de moyens concrets. (RFI)

Plus de 420 enfants orphelins non scolarisés à Kyavinyonge (Nord-Kivu). D'après la Plateforme universelle des orphelinats de Butembo, ces enfants ont perdu leurs parents lors de naufrages sur le lac Édouard, les exécutions à la frontière ougandaise, ainsi que les violences à Rutshuru. Les écoles publiques locales manquent de capacité pour les accueillir, et ces enfants sont dépourvus de fournitures scolaires et d'uniformes. La plateforme exhorte tous les acteurs à subvenir à leurs besoins urgents.

RDC: un bateau marchand intercepté par les Wazalendos sur le lac Tanganyika. Parti de Bujumbura, l'Okako 2 voguait vers Rumonge, toujours au Burundi. Il devait y embarquer des passagers supplémentaires à destination de Kalemie, plus au sud, le chef-lieu de la province congolaise du Tanganyika. Suite à des alertes de villages riverains, l'Okako 2 s'est mis en recherche d'une pirogue présumée disparue, sans savoir que l'embarcation avait déjà été interceptée par une patrouille wazalendo. **Téléphones portables et documents confisqués.** Le navire a donc connu le même sort et a dû mettre le cap vers le village congolais de Mizimu. Sur la rive, les téléphones portables et les documents de toutes les personnes à bord ont été confisqués, et les marchandises débarquées, pour raison d'enquête. Selon des témoins, les Wazalendos ont intercepté au moins trois embarcations motorisées ces derniers temps. **Contrôles « rigoureux »** L'administrateur du territoire de Fizi, Sammy Kalonji, précise que des contrôles « rigoureux » sont en cours sur le lac Tanganyika pour des raisons sécuritaires, afin d'éviter toute infiltration rebelle vers le sud. Il appelle à ne pas « paniquer », parlant d'immobilisations « temporaires ». Depuis la prise de la ville d'Uvira par l'AFC/M23, le trafic lacustre de cette ville vers Kalemie est suspendu. Certains navires ont momentanément changé leurs itinéraires. (RFI)

Dimanche 11 janvier.

Plus de 1 000 élèves privés d'école après les pluies diluviennes à Kimpese, ayant endommagé au moins 12 écoles. Au cours des pluies qui se sont abattues dans la nuit du 7 au 8 janvier, les toitures de certaines écoles ont été arrachées, endommageant ainsi les documents administratifs et du matériel ; dans d'autres, les bâtiments se sont effondrés. De plus, environ 200 maisons ont été détruites, laissant de nombreuses familles sans abri et exposées aux intempéries. Le coordonnateur de la société civile de Songololo, déplore l'absence d'assistance.

Inégalités et exploitation des ressources alimentent l'instabilité et les coups d'État en Afrique : le cardinal Ambongo. Le cardinal Fridolin Ambongo, de l'archidiocèse catholique de Kinshasa, a averti que la montée des inégalités, la mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion des ressources naturelles sont au cœur de l'instabilité politique et des coups d'État répétés à travers l'Afrique. Si la démocratie fonctionne dans quelques pays africains, « globalement, en Afrique, la démocratie est en retard, le vivre-ensemble est en retard ». Il a ajouté que cette tendance ne se limite pas à l'Afrique, soulignant qu'« il semble qu'il s'agisse d'un courant mondial qui souffle aujourd'hui sur le monde entier ». Selon lui, ceux qui sont à l'origine des coups d'État sont souvent « des personnes frustrées, qui ont le sentiment que le gâteau est partagé entre une petite élite, un petit groupe, et que la majorité n'y a pas accès... Pour éviter les coups d'État, il faut revenir à un système de redistribution équitable des richesses de notre continent, ainsi qu'à l'exercice d'un pouvoir qui veille aux droits de chacun de manière juste et équitable ». Selon le cardinal congolais, la vie politique dans de nombreux pays est désormais dominée par la quête du pouvoir et de la richesse : « Les puissants imposent leur volonté aux plus faibles. La seule chose qui compte, c'est la richesse. » (ACI Africa)

Près de 100 000 personnes privées d'accès à leurs champs et aux marchés à Bule-centre. Cette situation est due aux tirs sporadiques et aux affrontements impliquant la milice Convention pour la Révolution Populaire, qui se produisent quotidiennement à Bule et dans ses environs. Les activités agricoles et économiques, y compris les boutiques et les marchés, sont totalement paralysées. Les structures sanitaires sont également fermées, mettant en difficulté des centaines de blessés privés de soins. La Monusco a procédé cette semaine à l'évacuation de certains habitants et



humanitaires de Bule vers Fataki, ainsi que d'autres vers Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. Malgré les interventions militaires menées depuis au moins deux semaines, le groupe armé CRP n'a pas encore été démantelé dans les environs de Bule.

Une cinquantaine de détenus de la prison de Bunia sensibilisés à l'entrepreneuriat. A l'initiative de la Monusco, cette session de formation a été organisée autour du thème : « Comment transformer le temps de détention en opportunité économique en milieu carcéral ». La Monusco encourage ces prisonniers à mettre à profit leur temps de détention en apprenant des métiers professionnels, en vue de leur réinsertion socio-économique. L'objectif est d'amener les détenus à considérer le temps passé en prison non comme une perte, mais comme une opportunité d'apprentissage. L'acquisition de compétences professionnelles contribue à réduire les violences en milieu carcéral et à limiter les cas de récidive. La Monusco a déjà doté la prison de machines à coudre et d'ordinateurs destinés à la formation des détenus.

RDC: recadrage du gouvernement après des déclarations «non contrôlées». Si la Première ministre parle d'indiscipline, c'est en raison de la répétition de prises de parole non concertées, alors que la parole de l'État ne saurait être « improvisée ou non maîtrisée » rappelle t-elle. Deux sorties médiatiques ont défrayé la chronique en moins d'une semaine. D'abord celle du ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire. Invité d'une émission, il a affirmé que sans la mise en garde des Américains, les rebelles du M23/AFC auraient pu prendre la ville de Kalemie après Uvira en décembre, estimant « qu'il n'y avait pas grand-chose » pour les en empêcher. Autre sortie, celle du vice-premier ministre du Budget, Adolphe Muzito, qui a déclaré : « Si le Rwanda veut la guerre, il va l'obtenir », en assurant que la RDC était prête à mobiliser « cinq milliards de dollars sur cinq ans » pour financer un effort militaire. Face à ces propos, la cheffe du gouvernement rappelle que toute communication touchant à la défense, à la sécurité, à la cohésion sociale ou aux relations diplomatiques ne pouvait être improvisée et devait être concertée. Désormais, le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya devra coordonner ces prises de parole, en lien avec la présidence. (RFI)

Congo Hope plaide pour la protection des droits des enfants à Kisangani, en particulier ceux en conflit avec la loi. « On doit protéger l'enfant, garantir la santé, l'éducation, la sécurité sociale, l'alimentation pour qu'on ait les citoyens qu'il faut », a souligné le coordonnateur de l'ONG CHI, Trésor Grison Kakumbi. Partenaire de Congo Hope Initiative, la Fondation Doudou Fwamba a réaffirmé son engagement à accompagner les enfants en conflit avec la loi à travers des actions sociales concrètes. Pour sa part, le député national Fontaine Mangala a insisté sur la responsabilité collective dans la garantie des droits fondamentaux de l'enfant, conformément aux lois en vigueur en RDC.

Lundi 12 janvier.

Communication gouvernementale sous haute surveillance : Suminwa secoue les ministres récalcitrants. La Première ministre affiche son impatience face à l'insubordination de certains ministres. Lors de la 74e session du Conseil des ministres, le 9 janvier dernier, la cheffe du gouvernement n'a pas mâché ses mots. Son message était clair: les ministres doivent se plier sans réserve aux directives du président de la République, en matière de prise de parole publique. Alors que ces derniers se sont souvent aventurés à faire des déclarations inappropriées, la Première ministre a pris la ferme décision de frapper du poing sur la table, et de les rappeler à l'ordre. L'objectif est de préserver l'intégrité et la cohésion de l'équipe gouvernementale, car chaque sortie maladroite pourrait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase... et entraîner des conséquences désastreuses pour l'image du gouvernement. Les dérapages fréquents de certains membres de l'Exécutif suscitent de vives réactions dans l'opinion publique. Après le spectacle désolant du ministre de l'Agriculture, Muhindo Nzangi, qui n'a pas hésité à remettre en question publiquement l'efficacité de l'armée face aux menaces qui pèsent sur le pays, la demande d'une réaction ferme et exemplaire s'intensifie. Le public exige une sanction forte contre quiconque oserait défier l'autorité établie sur cette question désormais sous haute surveillance. Les échos de cette réunion retentissent déjà et, pour les ministres récalcitrants, il est urgent de se conformer à la ligne fixée – ou de risquer des répercussions insoupçonnées. La patience de la Première ministre a ses limites, et il est grand temps de prendre conscience que la déviance comportementale n'a plus sa place dans le gouvernement. (Actualité.CD)

Huit morts lors des combats entre les Fardc et les miliciens Bakata Katanga à Bukama. Il y a eu des affrontements qui ont conduit à la mort de 6 miliciens Bakata Katanga et de 2 civils tués par des balles perdues », selon l'administrateur du territoire. Les blessés par balles nécessitent une évacuation vers des structures médicales équipées pour une prise en charge adéquate. Il a par ailleurs lancé un appel au gouvernement provincial et national pour venir en aide aux blessés.

Daniel Bumba réceptionne 70 tonnes d'équipements pour assainir Kinshasa. Composés de balais, bèches, brouettes et souffleurs, ces outils offerts par l'usine Kintoko, partenaire de la ville, permettront de nettoyer les principales artères



et d'améliorer durablement le cadre de vie des Kinois. Malgré un visage pitoyable dans certains quartiers qui indignent les habitants, le gouverneur a salué ce geste citoyen. Il a réaffirmé sa détermination à faire de Kinshasa une ville saine et attrayante, en appelant la population à soutenir les initiatives provinciales, notamment le « Salongo », nettoyage populaire organisé chaque samedi pour retrouver l'image d'autrefois de « Kin la belle ».

Patrick Lupya appelle à la réhabilitation des routes de Kailo au Maniema, afin de désenclaver la population et faciliter l'acheminement des produits agricoles. Ce plaidoyer du député du Maniema, intervient après une tournée effectuée lors de ses vacances parlementaires, où il a pu constater personnellement les difficultés de circulation. Il invite le Gouvernement central à les appuyer. Ce soutien est crucial pour permettre à la population de circuler librement et d'acheminer les produits agricoles vers les centres de consommation.

Démolition des constructions anarchiques pour rétablir l'ordre urbain à Kananga. Cette action vise à contrer l'expansion illégale des habitations qui favorise l'érosion et l'insalubrité dans les quartiers. Dès 5 heures du matin, les agents municipaux, accompagnés de la police, ont investi des sites comme la station mobile face au commissariat urbain de la PNC. Munis de machettes, haches et marteaux, ils ont rasé boutiques, bistros, salons de coiffure et restaurants installés sur les trottoirs et zones inappropriées. Le chef de quartier Malandji, qui supervise l'opération, rappelle que des sensibilisations avaient eu lieu la semaine précédente. Une partie de la société civile, salue l'initiative et appelle à son extension durable, notant que les récidives sont fréquentes. La mairie promet de poursuivre l'opération dans toute la ville.

Au moins 20 morts et des blessés graves lors des combats Fardc-ADF à Mambasa. Ces victimes incluent des soldats Fardc, des miliciens ADF et des civils pris dans les combats. Depuis une semaine, les ADF ont intensifié leurs attaques contre les positions militaires et les civils près du village de Banju-Banju, multipliant les embuscades. Des groupes en fuite face aux opérations conjointes Fardc-UPDF se replient vers Mont Hoyo, Mungamba et Idohu en territoire d'Irumu, imposant des taxes illégales aux agriculteurs et semant la psychose sur la RN4. Mercredi dernier, 10 morts ont été recensés à Banju-Banju et Kolo-Kolo ; vendredi, cinq soldats Fardc et six civils ont péri dans une nouvelle attaque.

Est de la RDC : Human Rights Watch alerte sur une intensification des violences sexuelles liées au conflit. Dans son rapport, Human Rights Watch reprend un chiffre terrifiant du Fonds des Nations unies pour la population : 80 000 cas de viols ont été enregistrés principalement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, entre janvier et septembre 2025, selon cette agence de l'ONU. C'est une augmentation de plus de 30% par rapport à 2024. Suivant cette statistique, l'ONG a donc mené des entretiens avec des victimes, avec les autorités provinciales, nationales et avec des membres du personnel d'organisations nationales et internationales qui fournissent une assistance aux survivantes. Ils ont donc rassemblé des témoignages de violences perpétrées par de présumés soldats congolais, des miliciens wazalendo, des membres du groupe politico-militaire AFC/M23, du groupe terroriste ADF, du groupe armé Codeco, mais aussi de combattants dont l'affiliation à un groupe n'a pas pu être établie de façon formelle. Selon HRW, les violences sexuelles perpétrées par le personnel militaire et les membres des groupes armés ont été commises dans différents contextes : attaques visant des groupes ethniques spécifiques lors d'assauts de villes et villages; prises d'otages et enlèvements à des fins d'esclavage sexuel ; et viols dans les fermes et autres lieux de travail ou lorsque les femmes et les filles se déplaçaient. **Une prise en charge des victimes en forte baisse.** HRW n'est pas la seule organisation à tirer la sonnette d'alarme. C'est en effet une alerte récurrente, notamment depuis la résurgence du M23, il y a presque quatre ans maintenant. Mais l'ONG va plus loin que le fait d'évoquer cette pratique du viol dans un contexte de conflit : elle s'inquiète de la prise en charge des survivantes, notamment en raison de la baisse des aides d'urgence américaines. (RFI)

Mardi 13 janvier.

De violents combats entre M23 et Wazalendo signalés à Masisi. Selon des sources locales, les affrontements ont débuté à Bumbasha, à quelques km de Mweso; avant de s'étendre vers Karambi et Chahemba. Ces combats ont provoqué la fuite de centaines d'habitants, qui se sont dirigés vers des villages voisins, ainsi que vers le centre de Mweso, dans le territoire voisin de Masisi. Sur place, ils ont trouvé refuge dans des églises et des écoles. Depuis plusieurs mois, cette zone située à cheval entre les territoires de Masisi, Walikale et Rutshuru, reste hautement instable, en raison des confrontations récurrentes entre les rebelles AFC/M23 et divers groupes Wazalendo.

Arrestation du journaliste Isidore Kashulwe à Moba. Le journaliste a été arrêté sur ordre du conseil de sécurité local. D'après le commandant des Fardc à Moba, le journaliste a été arrêté pour avoir diffusé des propos mensongers



dans un de ses reportages en citant un militaire des Fardc comme étant l'auteur d'un coup de feu qui avait blessé une femme.

La Monusco forme des journalistes et leaders de la jeunesse sur la désinformation à Bunia et à l'écriture journalistique. Ils ont été formés aux notions de la désinformation, ses causes, ses manifestations, ses conséquences, ainsi qu'aux outils et stratégies pour y faire face. Pour les structures de jeunesse, cette formation constitue un atout majeur pour mieux encadrer leurs membres et prévenir la manipulation de l'opinion, souvent à l'origine de troubles à l'ordre public, de violences et de discours de haine. Du côté des médias, cette formation permet de renforcer la vérification des faits avant la diffusion des informations, mais aussi de corriger certaines pratiques professionnelles qui, par le passé, ont contribué à exacerber les conflits dans leurs milieux respectifs. À ce jour, environ mille journalistes, étudiants et membres d'autres couches de la population ont déjà bénéficié de ces formations organisées par la Monusco.

Les réfugiés congolais au Burundi et en Tanzanie saluent l'aide du Gouvernement. Après avoir reçu une assistance en vivres et produits non alimentaires de la part du Gouvernement congolais, les réfugiés congolais installés dans les camps au Burundi et en Tanzanie se disent soulagés, même si cette aide ne couvrira leurs besoins que pour une courte période. Le HCR rappelle toutefois que les besoins restent considérables et qu'un financement de 33 millions USD est nécessaire pour assurer la prise en charge des quelque 250 000 réfugiés congolais accueillis au Burundi. L'assistance humanitaire apportée aux réfugiés vivant au Burundi par le gouvernement Suminwa était constituée de haricots, de riz, de farine de maïs, de soja, de sel et d'huile de palme ainsi que d'autres produits de première nécessité.

Les agents du ministère des Affaires étrangères en grève. Selon le président du comité de base de ce ministère, les grévistes réclament notamment la publication de l'état liquidatif de la paie complémentaire ainsi que l'alignement salarial de plus de deux cents agents. Il accuse le ministre des Finances de n'avoir pas tenu ses engagements.

Grève des enseignants impayés d'Opala, alors que la Caritas affirme disposer déjà de deux mois de salaires — ceux d'octobre et de novembre 2025 — sur les trois mois réclamés par les enseignants. Cette situation a occasionné une marche de dénonciation vendredi dernier. Cette annonce n'a pas suffi pour calmer la tension des enseignants. Ils ont déterré, en plus, un vieux litige de février 2024. En effet, ce salaire avait disparu jusqu'à ce jour, selon leurs propres termes tenus devant l'administrateur du territoire. C'est pourquoi, ils exigent absolument le paiement intégral de tous les mois en souffrance. Hormis ces revendications, les enseignants déclarent le divorce d'avec leur agent payeur. Ils exigent donc leur délocalisation de la Caritas vers une autre institution financière.

Togo: le président congolais à Lomé avant une réunion de haut-niveau sur la crise dans l'est de la RDC
Après deux déplacements à Luanda, les 4 et 8 janvier, pour y rencontrer le président angolais, Félix Tshisekedi a effectué le 12 janvier une visite qualifiée « d'amitié et de travail » à Lomé, où il a été reçu par le président du Conseil togolais. Faure Gnassingbé est le médiateur désigné par l'Union africaine dans la crise entre la RDC et le Rwanda. Les deux dirigeants ont constaté que la désescalade n'avance pas sur le terrain et que les principales initiatives de paix engagées jusqu'ici semblent marquer le pas, renseignent plusieurs sources. Ils ont surtout évoqué la réunion de haut-niveau que le Togo prévoit d'organiser le 17 janvier à Lomé. Cette rencontre doit rassembler les médiateurs qatariens et américains, ainsi que les facilitateurs désignés par l'Union africaine : l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta, l'ex-président botswanais Mokgweetsi Masisi. Il y aura également l'ancienne présidente centrafricaine Catherine Samba-Panza et l'ancienne présidente éthiopienne Sahle-Work Zewde. Des délégations de Kinshasa et de Kigali sont également attendues. L'objectif principal de cette réunion sera d'évaluer les initiatives en cours et d'en améliorer la cohérence et la coordination. Selon les informations de RFI, lors de leur entretien, les deux dirigeants ont relevé que la facilitation africaine, confiée à ces cinq ex-chefs d'État, n'a pas permis jusqu'ici d'obtenir des résultats concrets, près d'un an après leur nomination en mars de l'année dernière. Ce constat est dressé malgré les efforts de consolidation de la médiation africaine, menés en coordination avec la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). La réunion de lundi revêtait également une importance particulière pour Faure Gnassingbé, qui prépare le rapport qu'il présentera au prochain sommet des chefs d'État de l'Union africaine, attendu le mois prochain. (RFI)

Mercredi 14 janvier.

Réinsertion difficile à Busanza d'environ 50 000 réfugiés retournés de l'Ouganda. Après un séjour éprouvant dans les camps de réfugiés, elles ont commencé à rentrer par vagues depuis près de deux ans. Majoritairement agriculteurs, ces retournés ont un besoin urgent d'intrants agricoles pour relancer leurs activités et subvenir à leurs besoins. Ces familles se réinstallent progressivement dans les villages de Kitagoma, Karambi, Nyarukwangara, Shinda, Kakondo et Rubavu. Mais leur réinsertion reste difficile. Au-delà de la faim, l'accès aux soins de santé est également préoccupant.



Pour sa part, l'autorité locale lance un plaidoyer urgent pour l'approvisionnement en médicaments dans les structures sanitaires de Busanza afin de sauver des vies.

Baisse du budget de l'éducation nationale de 14 % à 12 % en une année. « La Synergie déplore la réduction du budget de l'éducation de 14 % à 12 % entre 2025 et 2026. Ceci présage des dysfonctionnements évidents dans la prise en charge des besoins basiques de l'éducation pour l'année scolaire 2026. Cette situation va véritablement poser des problèmes », a déclaré le porte-parole de la Synergie des syndicats des enseignants de la RDC. Parlant des évaluations certificatives, il a déploré la politisation à outrance de l'Examen d'État et regrette le non-paiement des intervenants aux épreuves certificatives.

Est de la RDC: Églises, opposition... offensive diplomatique tous azimuts de l'Angola. Cinq jours après avoir appelé à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel dans l'est de la RDC, le président angolais João Lourenço reprend pied dans le jeu diplomatique régional. La présidence angolaise a adressé une invitation formelle aux responsables des Églises catholique et protestante de la RDC. Ils seront reçus ce 14 janvier par le président João Lourenço. Dans la délégation, on retrouve, côté catholiques, Mgr Fulgence Muteba Mugalu, président de la Cenco, accompagné de Mgr Donatien Nshole, son secrétaire général. Côté protestants, sont présents André Bokundoa Bo-Likabe, président de l'Église du Christ au Congo, et Eric Nsenga, secrétaire général et porte-parole de l'ECC. **Pacte social pour la paix.** Ces responsables religieux sont les initiateurs d'une démarche de dialogue interne baptisée Pacte social pour la paix en RDC et le bien-vivre ensemble dans la région des Grands Lacs. Une initiative qui, selon eux, doit impliquer toutes les parties au conflit. Les autorités angolaises ont également pris contact avec l'opposant Moïse Katumbi, actuellement en exil. En revanche, les opposants basés à Kinshasa n'ont pas encore été approchés à ce stade. L'Angola, selon plusieurs sources, cherche d'abord à sonder l'ensemble des acteurs avant d'éventuellement proposer un cadre plus formel. Pour l'instant, cette démarche ne concerne pas Kigali, qui n'a pas été contacté. Le Rwanda rappelle de son côté qu'il n'est pas question de multiplier les cadres de négociation, tant qu'aucune partie n'a formellement récusé les processus de Doha et de Washington. (RFI)

Des milliers d'enfants privés de leurs droits à la suite de l'insécurité en Ituri. Selon le Comité provincial des enfants en Ituri, certains enfants sont enrôlés de force dans des groupes armés ou utilisés comme boucliers humains dans les zones affectées par les conflits. Dans les centres urbains et les zones minières, d'autres sont victimes d'exploitation économique et soumis à des travaux pénibles au profit d'entreprises et de particuliers. Même dans les écoles et les églises, pourtant censées les protéger, les droits des enfants continuent d'être bafoués. Certains enfants de la province sont accusés de sorcellerie et subissent des violences physiques, voire des flagellations. Le Comité provincial des enfants appelle à une implication accrue de tous les acteurs pour vulgariser et appliquer effectivement la loi.

Plaidoyer pour la mise en place du dialogue Gouvernement-Parlement. Le ministre d'État aux Relations avec le Parlement, a également mis en avant l'importance de la redevabilité publique, conformément à la vision du Président de la République, Félix Tshisekedi. Il a rappelé que les préoccupations de la population, portées par les élus à travers les rapports parlementaires, appellent un traitement rigoureux et un suivi méthodique afin de produire des réponses concrètes au bénéfice des citoyens. A cette occasion, il a lancé les travaux de suivi du niveau d'exécution des recommandations parlementaires adressées à l'Exécutif. Le Gouvernement et le Parlement réaffirment leur volonté de renforcer leur collaboration, dans le respect des prérogatives constitutionnelles de chaque institution. Ces deux institutions se proposent de consolider une gouvernance fondée sur le dialogue, la responsabilité et l'efficacité institutionnelle.

RDC: les autorités lancent l'opération «panthère noire» contre les gangs. Cette initiative, pilotée par la police nationale, vise à combattre le banditisme et la criminalité qui sévissent dans plusieurs villes à travers le pays. L'importance de cette opération est telle qu'elle a été discutée lors d'un conseil des ministres, soulignant la préoccupation majeure des autorités congolaises face à l'escalade du banditisme urbain dans divers quartiers de Kinshasa. Cette nouvelle campagne se distingue notamment par sa gestion par la « Légion nationale d'intervention », un corps d'élite agissant en renfort des commissariats provinciaux dans des situations de crise telles que les émeutes ou autres interventions spéciales de la police.

Captives puis abandonnées : le sort invisible des femmes revenues des groupes armés. Après des mois, parfois des années de captivité marquées par l'esclavage sexuel, le travail forcé et des violences extrêmes, ces femmes se heurtent à un vide quasi total de soutien institutionnel. Aucun programme structuré de réintégration ne leur est spécifiquement destiné. Elles ne bénéficient ni de dispositifs de prise en charge psychologique à long terme, ni de formations professionnelles, ni d'un accompagnement social adapté à la gravité des traumatismes subis. Certaines survivantes sont



arrêtées ou détenues par les services de renseignement congolais, soupçonnées de collaboration avec les groupes armés. Human Rights Watch documente des cas où des femmes ont été privées de liberté pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, avant d'être relâchées en échange de paiements informels. Une double peine pour des victimes déjà profondément marquées par la violence. De retour dans leurs villages ou communautés d'origine, ces femmes ne retrouvent pas nécessairement un refuge. Elles sont souvent perçues comme des étrangères, parfois comme des menaces potentielles, accusées d'avoir été proches des groupes armés. Le soupçon l'emporte sur la compassion. Sans accompagnement psychologique, sans protection sociale, sans moyens de subsistance, beaucoup sombre dans une précarité extrême, exposées à de nouvelles violences, à l'exploitation ou à l'exclusion durable. (**Human Rights Watch**)

Jeudi 15 janvier.

Affrontements Fardc-Wazalendo au Maniema : appel à l'implication du Gouvernement. Les affrontements survenus il y a une dizaine de jours en territoire de Kailo, où les deux forces se sont affrontées, ont contraint la population à fuir dans la forêt, se retrouvant sans abri et privée de produits de première nécessité ; il s'agit presque d'un désastre humanitaire qui ronge la région. Des notables et acteurs politiques du Maniema présentent leur plaidoyer au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Défense, ainsi qu'aux ministres de la Santé et des Affaires humanitaires, les invitant à se pencher sur la question sous peine d'extension du « désastre » à toute la province. Ils appellent aussi les autorités et originaires du Maniema à descendre à Kindu pour sensibiliser, conscientiser et encadrer les Wazalendo afin de ramener la paix, rappelant qu'elle n'est pas seulement l'œuvre du président de la République. « C'est une affaire de tous ».

Vieille de plus de 100 ans, la prison d'Inongo dans un état lamentable. Les conditions de détention y sont inhumaines. Depuis sa construction, en 1923, cette prison n'a bénéficié d'aucun entretien majeur. « Les prisonniers qui sont ici sont des prisonniers volontaires. Il y a partout des risques d'écroulement des murs. Ils vivent dans des conditions difficiles : pas d'eau potable, pas de lumière et pas de latrines. Cette prison était envahie par les herbes ; nous avons fait le salongo matin et soir pour la nettoyer et dégager une entité dehors, qui était une brousse. Nous demandons aux autorités de réhabiliter la prison, à défaut de construire deux pavillons pour héberger les plus dangereux. »

Human Rights Watch accuse les FARDC et le M23 d'exactions contre les civils dans l'Est de la RDC. Les violences sexuelles liées au conflit dans l'est de la RDC se sont intensifiées, tandis que le soutien aux survivantes a considérablement diminué, ont déclaré l'ONG internationale Human Rights Watch et l'organisation congolaise SOFEPADI. Human Rights Watch documente des violences sexuelles commises par des membres d'au moins cinq groupes armés non étatiques et par des soldats de l'armée congolaise dans l'Est de la RDC, y compris le M23 soutenu par le Rwanda. L'intensification des combats dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, combinée à la baisse des financements et aux difficultés d'accès aux services de santé, complique l'obtention d'un soutien holistique pour les femmes et filles survivantes ; de nombreux centres médicaux ont été contraints de fermer. Human Rights Watch recommande que l'armée congolaise prenne toutes les mesures nécessaires pour imposer la discipline et prévenir les violences sexuelles.

Est de la RDC: le président angolais consulte l'Église du Congo, la piste d'un dialogue intercongolais s'esquisse. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des entretiens récents entre João Lourenço et Félix Tshisekedi, dans le cadre des efforts diplomatiques en cours pour tenter de mettre fin au conflit armé. Ils se sont vus à deux reprises, mercredi, à Luanda. Un premier échange pour cerner les attentes. João Lourenço a alors tenu à poser un cadre clair : il ne s'agit pas de remplacer les processus existants, ni Doha, ni Washington. L'Angola travaille plutôt sur un mécanisme complémentaire, un processus qui ne concernerait que les acteurs congolais. À leur issue, le président angolais a proposé aux religieux de poursuivre le travail avec son équipe, afin de définir les contours d'un agenda pour ce processus, un agenda voulu inclusif, intégrant l'ensemble des parties prenantes au conflit. L'après-midi, les échanges se sont poursuivis. Les religieux et les délégués angolais ont travaillé ensemble, avant de remettre leur rapport à João Lourenço en début de soirée, toujours hier. Prochaine étape, selon les informations de RFI : une mission angolaise attendue à Kinshasa pour rencontrer le président Félix Tshisekedi et lui présenter les avancées de ces consultations. Luanda prévoit également de partager ces éléments avec le médiateur désigné par l'Union africaine, le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé, en amont de la réunion de haut-niveau prévue le 17 janvier à Lomé. Une réunion qui doit rassembler des représentants du Qatar, des États-Unis, des co-facilitateurs de l'Union africaine, délégués de Kinshasa et de Kigali, autour de la cohérence et de la coordination des différents processus de paix dans la région des Grands Lacs. (**RFI**)

Poursuite de violents combats entre M23 et Wazalendo à Rutshuru, ce 15 janvier. Des sources locales confirment que les combats, opposant l'AFC/M23 aux Wazalendo du Collectif des mouvements pour le changement (CMC). La



veille, plusieurs villages de la chefferie de Bwito ont été affectés. Les belligérants auraient recours à des drones kamikazes.

Plusieurs civils, dont des personnes déplacées, ont été blessés. Une source coutumière locale indique qu'il est difficile d'établir un bilan précis, mais déplore que de nombreuses familles déplacées soient dispersées.

Un plan de désenclavement annoncé pour soutenir le secteur minier à Walikale. Selon le gouverneur du Nord-Kivu, l'objectif principal était de voir comment sécuriser les investissements autour de la mine de Bisie, l'un des plus importants gisements d'étain au monde représentant 5 à 6% de l'offre mondiale, tout en brisant l'isolement de cette zone stratégique. Malgré cette production essentielle aux chaînes d'approvisionnement internationales, Walikale manque de routes praticables et d'un aéroport opérationnel, freinant tout développement. Le gouverneur a, à l'issue de sa mission, annoncé un plan de développement axé sur les infrastructures de transport, avec comme action prioritaire la remise en service de l'aéroport de Gighoma. Il mise également sur la diversification économique pour stabiliser la région, en développant l'agriculture comme secteur alternatif à l'exploitation minière. Ce projet vise à garantir une paix durable, à améliorer les conditions de vie de la population locale et à offrir une alternative économique pérenne pour assurer la stabilité régionale.

